

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

TROP PARLER NUIT !

Si M. Chamberlain avait médité sur la vérité de ce proverbe, avant de prononcer son fameux discours de Leicester, il est probable qu'il se serait abstenu d'ajouter ce morceau d'éloquence à ceux qui constituaient déjà son bagage oratoire.

Cette fois, la gallophobie intransigeante du ministre des colonies de la reine Victoria l'a entraîné trop loin. Il a dépassé la mesure. Aussi le résultat obtenu a-t-il été précisément le contraire de ce qu'il attendait.

C'est une amère déception, au lieu d'un succès. A Londres, même, on blâme le langage intempérant de M. Chamberlain. S'il se flattait de succéder un jour à M. de Salisbury, il faut qu'il renonce à cet espoir. Ses indiscretions et ses incohérences prouvent qu'il n'a aucune des qualités nécessaires à un homme d'État.

Le voyage de Guillaume II à Londres l'avait en quelque sorte grisé, et il s'était dit qu'il pouvait tout oser, tout se permettre, puisque la présence du souverain allemand sur le sol Anglais pouvait être considérée comme l'indice d'un rapprochement entre les deux pays.

Et brochant sur ce thème, M. Chamberlain prenant ses desirs pour la réalité a présenté ce fait comme étant la conclusion d'une alliance effective dans laquelle figuraient les Etats-Unis d'Amérique. La dite triple alliance était tout naturellement dirigée contre la France et la Russie, mais surtout contre la France que l'on devait dépouiller de ses colonies.

Ainsi avait parlé l'instigateur de la guerre contre les Boërs. Mais il avait comme on dit, compté sans ses hôtes, sans les Allemands et les Américains qu'il mettait en jeu et qu'il présentait comme les alliés de la Grande Bretagne.

Aussi voici que les démentis pleuvent de toutes parts sur la tête de l'orateur gallophobe de Leicester.

Les journaux allemands parlent avec étonnement de cette nouvelle triple alliance conclue par le diplomate fantaisiste de Londres, sans le consentement du gouvernement de Berlin, et ils se rient de ce fautoche qui parle ainsi à tort et à travers.

Les journaux des Etats-Unis ne sont pas moins sévères à son égard, ils déclarent franchement que la Grande République américaine n'a donné aucun gage à l'Angleterre et qu'elle n'a que faire des avances de M. Chamberlain.

Quant à la grande presse anglaise — nous parlons de la presse qui se respecte, — elle a complètement laché le ministre des colonies dont elle désapprouve le langage arrogant et agressif.

« Il faut, dit à ce sujet un écrivain anglais, que M. Chamberlain ait de beaucoup dépassé la mesure pour que des hommes qui, pourtant ne passent pas pour des amis bien chaleureux de la France, comme le comte de Rosebery et lord Charles Baresford, aient cru devoir le rappeler vertement au sentiment des convenances. »

Sans doute, M. Chamberlain aurait bien fait de se mordre sept fois la langue avant

de parler. Mais, néanmoins, s'il a dépassé la mesure, comme le dit l'écrivain anglais que nous venons de citer, les déclarations contenues dans son discours n'en constituent pas moins un avertissement dont la France et la Russie feront sagement de tenir compte. Elles doivent savoir maintenant, à n'en pas douter, de quels sentiments on est animé à Londres à leur égard. Car il ne faut pas oublier que M. Chamberlain fait partie du cabinet anglais et qu'il a joui, jusqu'alors d'une grande influence dans son pays et dans le parlement.

Il n'est pas douteux que Guillaume II n'est pas allé à Londres sans motif, uniquement pour le plaisir de voyager, ou de rendre visite à sa grand'mère. D'autant plus que les rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre avaient été assez froids jusque là.

Quelle est la cause réelle du rapprochement entre les deux pays ? y a-t-il entente secrète ? C'est possible, même probable. On dit aussi que cette entente, dans laquelle les Etats-Unis d'Amérique doivent entrer, a pour but le partage de la Chine, dont la France et la Russie seraient exclues.

Cette opinion est soutenable, ainsi que beaucoup d'autres que l'on émet à propos de cette coalition. Ce qui est certain, c'est que cette triple alliance, si elle a lieu un jour, aura un but et que ce but ne sera pas de servir ou de protéger les intérêts de la France et de la Russie.

C. R.

LA HAUTE COUR

Audience du 9 décembre 1899

Toujours les témoins, dont les dépositions sont de moins en moins intéressantes ; et si ce n'était, que de temps à autre, ces témoins prennent des airs de grands seigneurs, avec un ridicule qui provoque les rires, les audiences déjà assez fatigantes, seraient impossibles.

Ainsi, les témoins Dubourg, rentier, Janicot, directeur de la *Gazette de France*, Roger Lambellier, profession sociale, « royaliste », de Faily, parlent tous de leur dignité, de leurs convictions royalistes, affirmant, prouvent ou ne prouvent pas que les accusés sont des royalistes et non des nationalistes, et vice versa.

Il faut pour s'égayer un peu, que viennent déposer les jeunes royalistes, gommeux, poseurs, prétentieux, qui ne savent rien des débats, et qui font des déclarations qu'une vieille douairière leur a rabachées comme un conte du temps de leur prime jeunesse.

Ainsi, un d'entre eux, Le Baulug, répond quand on lui demande, pourquoi il a manifesté : « Mon Dieu, j'ai manifesté contre Loubet, comme quelqu'un qui voit un incendie, crie : « Au feu ! »

C'est fort ça, hein ! Et sommé d'expliquer cette phrase, ce fils de preux ajoute : « J'ai voulu dire que lorsque j'ai vu une personne qui m'inspirait un sentiment (?), je l'ai manifesté, de même que lorsque je vois le feu je crie : « Au feu ! » pour signaler qu'il y a du danger ! » Ouf !

Allons, ce ne sera pas celui-là encore qui par son talent, rétablira la monarchie : Populo, tu peux dormir sur tes deux oreilles.

Après ces bizarres et grotesques exhibitions, les meilleures pourtant de l'Éillet

Blanc, défilent les membres de l'Éillet Rouge, la plupart de la Villette, copains de Barillier, de Guérin et admirateurs de Déroulède.

L'un d'eux dit que le gouvernement est composé d'anarchistes. Tous reconnaissent avoir assisté à la manifestation d'Auteuil, manifestation, disent-ils, qui a été toute spontanée.

Enfin, un léger incident se produit : un de ces témoins ayant eu un mot inconvenant en parlant des arrestations opérées le jour d'Auteuil, est obligé de faire des excuses.

Et l'audience est levée.

Audience du 11 décembre 1899

L'audience s'ouvre par l'audition des témoins auxquels le président pose diverses questions. Un d'entre eux, étudiant en médecine, hurle en se retirant : « Vive Déroulède, vive Guérin. » Et sur demande de M. Faillières s'il a voulu outrager la Haute-Cour, en poussant ces cris, le témoin répond qu'il a bien le droit de glapir ce qui lui plaît, mais reconnaît n'avoir eu aucune mauvaise intention.

M. le comte de Dion l'ancien bras droit, le « coffre-fort » de Boulanger, paraît. Il refuse de prêter serment si le président ne lui assure pas l'impunité des déclarations qu'il fera.

Le président l'invite à prêter serment. Même question de la part du témoin à qui, alors, la parole est refusée.

On introduit le témoin suivant, mais les avocats ne veulent pas le questionner, avant d'avoir entendu le comte de Dion, cependant que les accusés font un vacarme épouvantable. Cailly, Dubuc, Brunet, s'en donnent à « gueuler que veux-tu » et durant de longues minutes, vociférations, glapissements, injures, outrages s'en vont à l'adresse des juges, du procureur général et du président.

Cailly est sommé d'expliquer certains cris : il les aggrave en injurant la Haute-Cour, au milieu des protestations enflammées de Dubuc et Brunet. Le Procureur général requiert contre ces trois accusés. Et la Haute-Cour, réunie en Chambre secrète, condamne Dubuc à l'exclusion de deux audiences ; Brunet, de 4 audiences ; quant à Cailly, elle prononce son exclusion jusqu'aux plaidoiries ; et, en outre, par application de l'article 222 du Code pénal, pour outrages aux juges, la Haute-Cour le condamne à 3 mois de prison.

Après lecture de l'arrêt aux accusés, la séance est levée.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 11 décembre

Le budget des colonies est repris.

M. Motte prend la parole pour combattre la thèse de M. d'Estournelles, c'est-à-dire pour prier la Chambre de voter des crédits afin « d'aller de l'avant, ouvrir partout des débouchés, soit en Chine, soit ailleurs ».

M. l'abbé Lemire, lui, veut des colonies, pour y apporter les bienfaits de la religion chrétienne.

M. Decrais ministre des colonies répond que les mesures sont prises pour la défense des colonies ; que celles-ci, avant peu, par le système d'une habile administration pourront se suffire elles-mêmes sans faire appel à la métropole. Quant aux méfaits qui s'y commettent, le ministre dit que c'est à l'insu du gouvernement, mais que connus, ils seront sévèrement punis.

Et l'on vote les chapitres du budget. Un amendement relatif aux crédits pour l'émigration des travailleurs aux colonies est retiré par son auteur, M. d'Agout, après discussion.

M. Guillain, ancien ministre des colonies

dépose une motion demandant une augmentation de crédits pour la défense des colonies.

M. Caillaux, ministre des finances combat l'amendement, qui est cependant accepté par 283 voix contre 250.

La Chambre ayant voté les petits budgets annexes des chemins de fer de la Réunion et du Soudan. La séance est levée.

Au Transvaal

Enfin, nous avons des nouvelles précises. Ainsi qu'il était prévu, un engagement violent a eu lieu. Et non à l'avantage des Anglais.

A Stormberg, les Boers, en nombre de 3,000, ont attaqué les troupes du général anglais, Gatacre, et lui ont fait subir un échec sérieux.

Du reste, pour la première fois que les vraies nouvelles nous parviennent de la source du Ward-office, voici la dépêche exacte du général Gatacre :

« Je regrette profondément d'avoir à vous informer d'un échec sérieux que nos troupes ont subi dans leur attaque sur Stormberg. Nous avons été mal conduits par nos guides qui nous ont conduits dans un terrain où il était impossible de manœuvrer. « Chiffre des pertes : officiers blessés, 9 ; manquants, 9 ; hommes de troupe tués, 2 ; blessés, 17 ; manquants, 596. »

Evidemment, il y a pour cette défaite, des motifs ; les Anglais, dit leur général, ont été mal conduits par les guides.

A Enslin, les Boers ont été obligés dans une escarmouche de se retirer ; mais ce combat n'a aucune importance.

Mafeking tient toujours ; les Anglais espèrent dégager Ladysmith.

A moins que ce soient les Boers qui la dégagent eux-mêmes, comme il semble !

INFORMATIONS

La récolte des vins

Le gouvernement évalue la récolte des vins en France à 47,907,000 hectolitres, ce qui fait une augmentation sur 1898 de 15,625 000 hectolitres, et de 13,411,000 hectolitres comparativement à la moyenne des dix dernières années. En additionnant pour l'Algérie 4,848,000 hectolitres, et pour la Corse 250,000 hectolitres on obtient un total de 52,805,000 hectolitres.

Recette imprévue

Le Trésor a encaissé le mois dernier une recette imprévue de 12 millions à titre de droit de succession d'un héritage représentant un capital de plus de 200 millions.

Les défenseurs de Belfort

MM. Pion et Cruppi, députés de la Haute-Garonne, ont déposé un amendement tendant à ajouter 15,000 fr. aux crédits de la médaille coloniale « pour la création d'une médaille commémorative à allouer aux défenseurs de Belfort ».

Procès Henri-Reinach

Ce serait, disent les journaux, le 21 décembre, 1899, que viendrait devant la Cour d'assises de la Seine, le procès en diffamation intenté à M. Joseph Reinach par Mme Henry, la veuve du colonel qui se suicida à propos de l'affaire Dreyfus.

Fraudes électorales de Narbonne

Le procès des fraudes électorales de Narbonne est terminé.

